



Bamako (Mali) : Radio Sigida Joli (« Construire la communauté »)¹

Nom de la politique : Radio Sigida Joli (« Construire la communauté »)

Date de début : Avril 2009

Date d'achèvement : En cours en mars 2011

CONTEXTE

CONTEXTE GOUVERNEMENTAL

Contexte de la ville

Malgré une population relativement modeste de 1,8 millions d'habitants, Bamako, la capitale du Mali, est la ville d'Afrique dont la croissance est la plus rapide (UN-IRIN – Réseaux d'information régionaux intégrés des Nations Unies). Bamako, qui possède un taux élevé de natalité, une forte migration rurale et immigration en provenance des pays voisins, manque d'infrastructures lui permettant de faire face à une population croissante. Au total, 93% de la population urbaine malienne vit dans des bidonvilles où les conditions d'accès à l'eau, au système d'assainissement, au logement durable et aux droits fonciers sont précaires. (UN-HABITAT 2003).

¹ L'**Observatoire Villes Inclusives** est un espace d'analyse et de réflexion sur des politiques locales d'inclusion sociale. Il contient plus de soixante études de cas sur des politiques innovatrices en matière de développement communautaire, d'accès aux services de base, d'égalité des genres, de protection de l'environnement ou d'éradication de la pauvreté, entre autres. L'initiative a été mise en œuvre avec le soutien scientifique du Professeur Yves Cabannes de la University College of London (15 études de cas) et de l'équipe de chercheurs du Centre des Études Sociales (CES) de l'Université de Coimbra, qui a travaillé sous la direction du Professeur Boaventura de Sousa Santos (50 études de cas). Cet Observatoire a permis de détecter et d'étudier des expériences réussies susceptibles d'apporter des éléments capables d'inspirer d'autres villes dans la conception et la mise en place de leurs politiques d'inclusion sociale.

L'**Observatoire Villes Inclusives** a été créé par la Commission d'inclusion sociale, de démocratie participative et des droits humains de CGLU. **Cités et Gouvernements Locaux Unis** (CGLU) est la plateforme mondiale qui représente et défend les intérêts des gouvernements locaux auprès de la communauté internationale et travaille pour donner aux villes un plus grand poids politique dans la gouvernance mondiale. La **Commission d'Inclusion Sociale, de Démocratie Participative et des Droits Humains** a pour mission de contribuer à la voix commune des villes de CGLU en matière d'inclusion sociale, de démocratie participative et de droits humains. Elle vise aussi à guider les gouvernements locaux dans la conception de ces politiques et, dans ce sens, promeut des débats politiques, l'échange d'expériences et l'apprentissage mutuel entre villes du monde entier.

Pour de plus amples informations: www.uclg.org/cisdp/observatory





Les investissements du gouvernement dans les services et les infrastructures de base des bidonvilles sont très limités. Étant donné que, seul un petit nombre de résidents de ces bidonvilles sont assujettis à l'impôt ou exercent leur droit de vote, les autorités des différents échelons de gouvernement ne se mobilisent guère pour répondre aux besoins des habitants de ces zones. Parallèlement à cela, de nombreux résidents des bidonvilles expliquent leur réticence à payer des impôts ou à exercer leur droit de vote du fait du désintérêt des autorités pour leur communauté.

Radio Sigida Joli a été mise en place à Sikoro, un bidonville situé à la périphérie nord-est de Bamako. Tandis qu'un recensement de 2004 faisait état d'une population de 26 000 habitants, en 2011 les associations et les résidents locaux estimaient que ces chiffres pouvaient sans doute être multipliés par 3 ou par 4, en fonction de la définition du périmètre de la communauté. Au cours des dernières années, la population s'est accrue de manière exponentielle. Alors que la population d'origine provient d'un petit nombre de familles facilement identifiables, de plus en plus de familles rurales se sont installées à Sikoro en quête de meilleures conditions économiques au sein de la ville.

Les perspectives d'emploi n'abondent pas à Sikoro, qui présente un taux de chômage de 26,5%. Peu de résidents ont des emplois salariés ; la plupart des personnes qui travaillent se consacrent au petit commerce, à la vente de métal ou au travail du bois. Seul 40% de la population a reçu une forme d'instruction formelle et 15% de la population seulement est alphabétisée. Une étude menée par une association locale a conclu qu'un citoyen moyen gagne environ 150 euros par an (Club d'Amis de Mekin - Sikoro 2010).

Les infrastructures de Sikoro se sont considérablement développées au cours des vingt dernières années, mais elles n'ont pas pu adopter le rythme de la croissance de la population. Actuellement, Sikoro a deux écoles, deux centres de santé, et cinq stations d'eau qui approvisionnent le quartier en eau potable. L'électricité n'a été installée que récemment. La localité n'a pas de rues goudronnées ni de services complets d'assainissement. De nombreuses familles habitent à près de 4 km des points d'eau potable, et les barrières financières freinent leur accès à l'éducation et aux soins de santé.

De même que nombre de communautés périurbaines du Mali, Sikoro a un double système de gouvernance : le niveau de gouvernance sous le contrôle du gouvernement malien élu et la *chefferie* traditionnelle. Le gouvernement élu est essentiellement décentralisé, comme décrit ci-dessous, tandis que la *chefferie* fonctionne comme un système plus centralisé dirigé par un chef traditionnel et des sous-chefs responsables de différents sous-secteurs.

Contexte de décentralisation gouvernementale

Le Mali était une colonie française de la fin du XIX^e siècle jusqu'en 1960. Le système colonial fonctionnait comme un système de gouvernement direct, au sein duquel les structures de l'État avaient pour but d'extraire les ressources du pays et non d'inclure et d'apporter une réponse aux besoins de la population locale. Suite à un coup d'état non violent en 1991, le Mali a dû faire face au défi de la transition effective vers un système démocratique de gouvernement civil après deux longues décennies de régime autoritaire corrompu. La décentralisation ou le transfert de pouvoirs et de prise de décision aux échelons locaux, a été annoncée comme un moyen de responsabiliser les gouvernements locaux obligés de rendre des comptes aux citoyens (Hellevik, 2004).





Les premiers efforts de décentralisation ont permis un transfert de pouvoir aux structures décentralisées pour faciliter le développement et une redéfinition des institutions publiques locales et nationales conformément aux intérêts de la population malienne (Rawson, 2000). L'effort de décentralisation visait, en grande partie, à légitimer les structures de l'État. Dans son ensemble, la décentralisation s'inspirait d'une approche allant du sommet vers la base, issue de la « nouvelle politique », surgie à la fin de la dictature.

À l'heure actuelle, le Mali est constitué de 8 régions différentes et de 409 municipalités. Malgré des progrès impressionnants, l'approfondissement de la décentralisation démocratique malienne continue de poser problème. En dépit de l'évolution du pouvoir à l'échelon local, peu de ressources financières ont été transférées aux services ou pour le fonctionnement du gouvernement, et le manque de personnel qualifié et de soutien rendent la tâche des gouvernements locaux difficile. Le problème le plus important est, sans doute, le défi de la participation citoyenne. Avec un taux de participation électorale de moins de 35%, une grande partie des citoyens maliens sont inactifs dans les domaines politiques et civiques (*Economist Intelligence Unit*, 2008). Une étude rapporte que 64% des Maliens se déclarent « non intéressés » par la politique et le gouvernement, et soutient que l'écart entre le gouvernement et les citoyens est dû en partie « à des citoyens passifs qui exigent très peu de leurs dirigeants » (Bratton et al. 2000).

Cette passivité est étroitement liée à la pauvreté, puisque les citoyens pauvres ont moins de probabilités de contacter les élus du gouvernement (Bratton et al. 2000). Dans les bidonvilles tels que Sikoro, le manque de relations solides entre les citoyens et le gouvernement a pérennisé la pauvreté et laissé un vide de gouvernance locale (UN-HABITAT, 2003). L'absence de lien entre le gouvernement et les résidents pauvres des bidonvilles est un problème qui s'aggrave dans la ville, où des années de corruption ont nourri le cynisme et la méfiance des habitants à l'égard des intentions du gouvernement (USAID, 2002). Entretemps, les gouvernements ne fournissent pas de services parce que les habitants des bidonvilles ne vont pas voter ou ne payent pas d'impôts.

Santosh Mehrotra (2006) soutient que, en vue de profiter des bénéfices de la décentralisation démocratique, il convient que la société civile ait « une voix collective s'exprimant à travers les institutions mises à disposition par l'État ». Alors que les bases de la démocratie ont été mises en place au Mali, la « part de la demande » (ou la contribution des citoyens) dans le système de gouvernance reste encore à définir et la société civile est presque inexistante. Abdou Togola et Dan Gerber (2007) estiment que la société civile malienne échoue à deux niveaux essentiels :

1. En tant que *partenaire* du gouvernement dans le développement et la promotion d'une compréhension de la décentralisation, et
2. En tant qu'*organe de contrôle* du gouvernement.

Echelon institutionnel de mise en œuvre de la politique : Sous-municipal, municipal et régional





CONTEXTE SOCIAL

Si l'on considère la part de « la demande » en termes de décentralisation, Sikoro a connu une croissance importante depuis le début des années 1990, mais il reste encore un long chemin à parcourir pour développer les processus participatifs. La croissance et le développement de nombreux groupes de la société civile sont particulièrement remarquables. Plus d'un tiers des habitants de Sikoro affirment qu'ils participent à une ou plusieurs associations. Les groupes de femmes se réunissent régulièrement pour produire des articles qu'elles vendent ou pour créer des groupes d'épargne personnelle. 47% de la population de Sikoro a moins de 15 ans et les groupes de jeunes de Sikoro sont un espace pour les jeunes (pour la plupart, des jeunes hommes) pour faire du sport et se mobiliser (Club d'Amis de Mekin-Sikoro, 2010). Certains groupes spécialisés dans le développement ciblent aussi des problèmes spécifiques de la communauté, qui vont de l'accès à l'eau potable jusqu'aux systèmes d'assainissement. Plusieurs groupes ont eu accès aux bailleurs de fonds étrangers, qui ont assuré un apport de ressources pour différentes initiatives. Dans des entretiens, de nombreux résidents font état d'un changement important vers un développement du sens de la communauté et de l'implication locale, notamment parmi les jeunes qui jouent un rôle de plus en plus important dans la politique locale et le développement (*Mali Health Organizing Project – Projet d'Organisation de la Santé au Mali, 2008*). Dans le même temps, la plupart des habitants ont très peu de connaissances de leur droits ou de la manière dont ils peuvent les exercer, et n'ont pas le sentiment de pouvoir maîtriser leur destinée politique (*Mali Health Organizing Project, 2008*).

DESCRIPTION DÉTAILLÉE

Présentation de la politique

Radio Sigida Joli est le résultat d'une préoccupation pour encourager l'engagement citoyen et la participation de la communauté au développement local, aux questions liées à la santé et à la gouvernance à Sikoro. Lancé en avril 2009, le programme vise à fournir aux habitants une plateforme durable de dialogue et de résolution des problèmes sur les questions portant sur le développement local, les services de base et la gouvernance. L'accent est mis sur l'éducation à la santé, les services de santé et les systèmes d'assainissement. L'émission est diffusée deux fois par semaine dans la langue locale dominante, le Bambara, sur l'une des stations de radio les plus populaires de Bamako, Radio Djekafo.

Deux animateurs de radio, tous deux issus de la communauté de Sikoro, abordent des sujets allant de la prévention du paludisme aux droits et responsabilités des citoyens. Les sujets sont choisis par les animateurs et le coordinateur de communication de MHOP, avec la contribution des résidents et des associations locales.

En 2011, l'émission a introduit le concept des groupes d'auditeurs, suivant lequel des groupes de jeunes (250 environ pour le projet pilote) se réunissent toutes les semaines pour écouter et discuter de l'émission. Alors que le groupe cible primaire de l'émission est la communauté de Sikoro, le contenu est aussi pertinent pour l'ensemble des quartiers périurbains, et les auditeurs téléphonent de tout le pays. En 2011, le nombre d'auditeurs est estimé à un million de personnes.





Antécédents / Origines

Radio Sigida Joli est un projet du *Mali Health Organizing Project* (MHOP). Fondé en 2006 par des étudiants originaires des États-Unis en partenariat avec les habitants de Sikoro, le MHOP a pour but de donner les moyens aux citoyens de Sikoro d'améliorer leur état de santé, notamment en encourageant l'action des résidents et des structures de la communauté locale en faveur des besoins de santé. D'autres programmes du MHOP comprennent une clinique de soin dirigée par la communauté, des formations pour les associations et les résidents locaux, et un programme pour les familles pauvres qui reçoivent des soins de santé gratuits pour leurs enfants en échange de la participation des parents aux projets de santé communautaire comme les campagnes de lutte contre la malnutrition et les journées de ramassage des ordures. Le MHOP considère la santé comme l'une des conséquences d'une citoyenneté active et engagée et, tandis que les mesures de succès à court terme sont axées sur les résultats de santé, les objectifs à long terme visent la mobilisation de la communauté, le leadership et les partenariats avec le gouvernement comme fondements essentiels pour le changement durable. Ceci est particulièrement important au Mali, où les unités de base du système de santé – les cliniques – sont dirigées par des comités élus par la communauté, ce qui requière une contribution importante des résidents pour une gestion transparente et efficace.

Radio Sigida Joli est née en réponse à un besoin de dialogue inclusif et de discussion au niveau de toute la communauté pour parler des préoccupations locales. Il s'agissait aussi de mettre à profit l'opportunité offerte par la radio comme outil de mobilisation et de développement. Alors que la plupart des citoyens de Sikoro n'ont pas accès à la presse écrite, 90% écoutent la radio de façon régulière (MHOP, 2010). USAID Mali signale que: « [La Radio] augmente l'efficacité des institutions africaines en promouvant un secteur privé dynamique, et la gouvernance démocratique en renforçant les médias et en impliquant les institutions locales, les ONG et les entreprises dans la mise en œuvre de ses activités ». En outre, les émissions de radio du Mali sont parmi les plus libres d'Afrique, et les émissions nationales et régionales ont déjà remporté de grands succès en visant la transparence du gouvernement et la corruption à l'échelle nationale (*Committee to Protect Journalists* – Comité pour la protection des journalistes). Le MHOP a considéré la radio comme un outil unique permettant de donner une voix à une communauté qui autrement est marginalisée, en facilitant la communication et la responsabilisation des résidents et des autorités gouvernementales.

Objectifs de la politique

Radio Sigida Joli a pour principal objectif (1) encourager la société civile à trouver des solutions pour résoudre les problèmes sociaux urgents, (2) d'améliorer la communication et la responsabilisation entre les bidonvilles et leurs gouvernement et (3) d'aider les personnes à exercer leurs droits.

Chronologie et mise en œuvre de la pratique

À la suite du recrutement d'un coordinateur pour le projet local en 2008, la recherche initiale visait à produire un projet pilote autour de six émissions préenregistrées. Des groupes de discussion ont été organisés dans neuf communautés périurbaines pour identifier les défis les plus importants dans chaque communauté, les solutions potentielles, les relations entre les citoyens et les autorités gouvernementales, les comportements à l'égard de la fiscalité, la connaissance des droits des citoyens, les actions concrètes d'engagement citoyen et l'intérêt potentiel pour une émission de radio qui aborderait ces sujets. Quatre-vingts pour cent des





personnes interrogées sur leurs relations avec les élus locaux ont affirmé ne pas leur faire confiance ou ne pas savoir qui ils étaient, tandis que 60% ne connaissaient pas leurs droits en tant que citoyens. Alors que les groupes ont signalé des écarts importants au niveau de l'engagement citoyen, presque tous les participants ont exprimé leur intérêt à écouter une émission portant sur leurs droits, leurs responsabilités, le développement de leur quartier et les relations avec les élus.

Radio Djekafo a été choisie comme station pour diffuser l'émission grâce à sa popularité auprès des personnes interrogées, la perception de neutralité, la disponibilité et les coûts. Le projet pilote est passé de six émissions à un contrat d'un an du au fait qu'il faut un certain temps pour fidéliser les auditeurs. Les entretiens ont aussi été menés avec des membres des services publics de Sikoro et avec des représentants élus du cabinet du maire. Ces entretiens ont montré que les représentants du cabinet du maire et les habitants des villes partageaient plus ou moins les mêmes idées sur les raisons de l'existence d'un écart entre eux: la plupart mettent en cause la corruption et les « fausses promesses ». Il est intéressant de noter que les représentants du cabinet du maire ont indiqué que le chef du village devrait œuvrer comme un point de contact entre les deux groupes. Ils ont aussi souligné que les difficiles batailles politiques dans la région empêchaient l'honnêteté : pour être élu, il faut promettre le paradis, mais du fait d'un budget très limité, le meilleur des dirigeants ne peut tenir ses promesses.

Les discussions avec d'autres experts de la radio et conseillers de la communauté ont aussi mis en relief les graves inconvénients du pré-enregistrement, malgré les bénéfices d'une meilleure qualité de son. Les émissions de la radio communautaire sont souvent « prises en otage » par les ONG ou par les entreprises qui les parrainent. De même, les émissions de radio préenregistrées exigent un script et des invités ou des participants lettrés, qui, souvent, n'ont pas reflété les vrais besoins ou les souhaits de la communauté. Il a donc été décidé que la radio en direct était plus à même d'aider à atteindre les objectifs du projet, et que tout le contenu serait en Bambara (la langue locale) au lieu du français (la langue nationale officielle). Un groupe d'action pour la santé s'occuperait de proposer des thématiques et des commentaires sur les émissions, tandis que les animateurs locaux travailleraient avec le coordinateur du projet pour planifier le contenu. Deux animateurs, un homme et une femme, ont été recrutés suite à un appel à candidature diffusé à Sikoro.

Les émissions ont commencé à être diffusées en avril 2009. Une seule émission de 20 minutes était diffusée deux fois par semaine avant d'être étendue à 30 minutes en août 2009 puis à 45 minutes en janvier 2011, à partir des retours que recevaient les animateurs. Les émissions ont suivi un cycle de séries thématiques telles que les droits et les responsabilités des citoyens, les centres de santé de la communauté et les systèmes d'assainissement. Sur les 76 émissions diffusées jusqu'en décembre 2010, 36 ont porté sur l'éducation à la santé, 20 sur la gouvernance de la communauté, et 20 sur la résolution des conflits au sein de la communauté et les droits de l'homme. Parmi les exemples, citons l'importance des certificats de naissance des enfants et le conflit avec le gouvernement pour leur émission, le rôle des individus dans la gestion efficace des cliniques locales, le rôle du gouvernement et des partenaires locaux dans la gestion des déchets, la prévention du paludisme à l'échelle communautaire, et la raison d'être des impôts et les manières de garantir un bon usage des fonds communautaires. De nombreuses émissions portent sur l'identification d'un problème ou d'un défi au sein de la communauté, sur l'analyse de ses causes et de ses solutions possibles.





Le contenu des émissions provient d'entretiens avec les élus locaux, les prestataires de services et les citoyens, et une ligne ouverte permet aux auditeurs de participer au débat. Plusieurs séries d'émissions ont eu pour but l'organisation d'une action communautaire spécifique : à titre d'exemple, le maire a essayé de vendre du foncier public pour une clinique dont les bénéficiaires seraient privés. À la suite d'une série spéciale d'émissions de radio, le terrain a récupéré son statut public. Dans un autre cas, les auditeurs ont signalé une décharge illégale dans une rivière locale qui empêchait l'eau de s'écouler, provoquait des inondations et des maladies liées à l'eau. L'émission a favorisé un débat impliquant les familles concernées, le cabinet du maire et plusieurs associations de jeunes, permettant in fine l'organisation de journées de nettoyage des ordures pour retirer les déchets. Le cabinet du maire et le chef du village ont mis en place une amende élevée pour empêcher la décharge permanente.

À l'automne 2010, la planification a commencé à mettre en œuvre des groupes d'auditeurs composés de jeunes, en partie pour mettre en place un circuit critique pour améliorer l'émission, mais en grande partie pour créer un espace dédié pour que les jeunes se réunissent et écoutent l'émission et discutent ensuite les questions soulevées. Les jeunes souhaitant s'impliquer davantage dans la communauté auraient la possibilité de participer au « Programme d'action pour la formation » du MHOP. Ce programme comprend un ensemble d'activités centrales pour les membres de la communauté permettant de d'acquérir des compétences en matière d'analyse participative, de planification de projets et de campagnes, de communication pour la mobilisation et de maximisation des atouts existants.

Agents impliqués

Dans ses étapes initiales, le programme a considérablement bénéficié de l'expertise d'autres organisations basées au Mali travaillant dans les domaines de la radio et de la gouvernance. Parmi les principaux conseillers, citons le personnel de la FIRE (Formation interactive d'éducateurs par la radio) et le Program for Shared Governance (Programme pour la gouvernance partagée). La FIRE dirige des émissions de radio qui proposent une formation interactive aux éducateurs de tout le Mali, tandis que le Program for Shared Governance, projet de l'USAID, a pour objectif de développer les capacités de gouvernance locale pour renforcer la décentralisation, tout en formant des groupes de la société civile locale. D'autres conseillers en matière de bonnes pratiques sont le Comité Technique de la Radio, l'URTEL (Union des Radios et Télévisions libres du Mali), Radio Djekafo et World Connections.

Un groupe de partenaires locaux a apporté ses conseils sur le contenu et les objectifs de l'émission. Parmi ces partenaires, citons le cabinet du maire de la Commune 1 de Bamako, le Centre de Santé de Référence de la Commune 1 et la chefferie locale. D'importantes associations locales de Sikoro ont également été consultées, dont le Club d'Amis de Mekin-Sikoro, un groupe de jeunes travaillant en matière d'éducation, d'assainissement et de développement local ; les GIE, une association de collecteurs privés d'ordures ; différents groupes de jeunes et le groupe d'Action pour la santé du MHOP.

Bénéficiaires

Les principaux bénéficiaires du programme sont les résidents de Sikoro. Cependant, le contenu des émissions est utile à toutes les communautés périurbaines du Mali et des personnes appellent de tout le pays et même de l'étranger. Infostat, la seule organisation qui mesure l'audience des émissions de radio au Mali, a fait une estimation d'un million d'auditeurs au Mali





pour le programme au début de 2011, contre 90 000 au début de 2010. Le nombre exact d'auditeurs à Sikoro demeure inconnu. Cependant, une étude randomisée menée par le MHOP en 2010 signale que 60% des résidents interrogés ont affirmé qu'ils écoutaient l'émission au moins une fois par semaine.

Radio Sigida Joli s'adresse essentiellement aux jeunes et aux femmes, bien que l'émission soit intéressante pour tous les groupes d'âge. Le fait de proposer un espace pour que les jeunes participent au débat a été identifié comme un besoin clé dans les groupes de discussion, car les jeunes sont devenus une force émergente au Mali sur le plan politique et social. Pour les femmes, la radio est une opportunité de participer à des discussions dont elles étaient traditionnellement exclues.

Depuis son lancement, l'émission a bénéficié de la participation d'un large éventail de personnes et de groupes, y compris les citoyens de Sikoro et d'autres communautés périurbaines, différents échelons du gouvernement et des groupes de la société civile. Bien que l'émission porte essentiellement sur Sikoro, des problèmes touchant d'autres communautés sont souvent soulevés et débattus. Vivre à Sikoro n'est pas un pré-requis pour pouvoir bénéficier de l'émission, car les problèmes soulevés sont généralement communs à toutes les communautés. Dans certains cas, les auditeurs se sentent plus libres de débattre de ces problèmes dans le contexte d'une autre communauté que la leur.

Processus participatifs mis en œuvre

En tant qu'organisation malienne-américaine, le MHOP continue à mettre à disposition des bureaux, le financement et la supervision stratégique de Radio Sigida Joli. Cependant, le contenu de Radio Sigida Joli est géré en grande partie par la communauté de Sikoro pour la communauté de Sikoro. Si le coordinateur du projet habite un autre quartier de Bamako, les deux animateurs résident à Sikoro, et, sont progressivement devenus des personnalités importantes de Sikoro. Le processus de sélection des thématiques est largement participatif puisque les animateurs consultent différents habitants, groupes de la communauté et gouvernements locaux en vue d'identifier des questions importantes à l'échelle locale. La flexibilité de l'émission lui permet de répondre rapidement aux sujets au fur et à mesure qu'ils sont soulevés. Une grande partie de l'émission, consacrée aux appels des auditeurs, devient une vraie plateforme permettant à des personnes des communautés marginalisées de diffuser leurs idées et leurs opinions au public en général.

À l'automne 2011, un processus de planification stratégique institutionnelle a été conçu autour des contributions des groupes d'étude de la communauté et des entretiens avec les résidents en partenariat avec le personnel et les membres du conseil du MHOP. Un plan stratégique sur deux ans vise à mieux intégrer Radio Sigida Joli à d'autres programmes du MHOP tels que les campagnes pour la formation et la santé publique, tout en intensifiant son impact par le biais des activités de la communauté. De nouveaux éléments de l'émission, y compris les groupes d'auditeurs, ont été conçus pour créer un espace physique au sein duquel les jeunes peuvent continuer et élargir les discussions lancées par l'émission. Alors que les groupes d'auditeurs sont encore dans une phase pilote, ils ont déjà reçu un énorme soutien et ont suscité l'intérêt des habitants. À long terme, le MHOP envisage les groupes comme un espace pour que les jeunes exercent leur leadership et leurs compétences de facilitation et s'impliquent dans la planification, le développement et la gouvernance de la communauté.





Une étude récente a mis en lumière différentes suggestions pour améliorer l'émission et pour encourager une plus grande participation. Parmi les idées proposées, on trouve une demande pour plus de débats sur les rôles et les responsabilités des conseillers locaux, une plus grande participation des jeunes à l'émission, la diffusion de l'émission sur d'autres stations de radio et la prolongation du temps de diffusion. Les personnes interrogées ont aussi souligné l'importance de l'acquisition d'un numéro d'appel gratuit car l'achat de crédit de téléphone mobile prépayé peut décourager certains auditeurs. Une évaluation globale du programme est prévue fin 2011 et fournira des informations plus concrètes sur l'efficacité et l'impact des programmes actuels, ainsi que sur les opportunités de développement futur.

Processus de mise en œuvre de la politique

Depuis mars 2011, Radio Sigida Joli existe en tant que projet opérationnel, financé et géré par le MHOP. Dans l'attente de recevoir le financement nécessaire, l'organisation espère étendre le programme à d'autres stations de radio, prolonger la grille des programmes et soutenir davantage les projets des auditeurs dans les années à venir.

Financement

Le coût du programme Radio Sigida Joli en 2010 s'est élevé à environ 19 000 dollars USA. Actuellement, le programme est financé par le biais des bailleurs de fonds privés du MHOP qui, pour la plupart sont basés aux États-Unis, ainsi que la Working Partners Foundation International. Le Huntington Public Service Award (Prix Huntington du Service public) a fourni le financement de départ à travers le directeur exécutif du MHOP. La plupart des heures de travail nécessaires au fonctionnement du programme sont réalisées bénévolement. Les animateurs reçoivent une petite rémunération pour couvrir leurs frais, mais travaillent bénévolement et les activités communautaires ne comportent pas de per diem

Principaux résultats et accomplissements

Mesurer l'impact de Radio Sigida Joli est un grand défi. Les indicateurs de succès incluent une vaste audience dans tout le pays et, en particulier, à Sikoro, ainsi que des actions ponctuelles entreprises par les membres de la communauté pour résoudre les problèmes abordés dans l'émission. Dans les enquêtes menées, les résidents ont fourni des commentaires positifs et des propositions constructives pour améliorer le programme. Une évaluation plus globale sera effectuée fin 2011 par le biais d'enquêtes plus approfondies et de groupes d'étude.

Selon l'enquête la plus récente, 90% des personnes interrogées ont répondu que le programme était une façon de réfléchir et d'agir différemment pour répondre aux défis de la communauté. Le plus grand contraste entre les études qui ont précédé le programme et les groupes d'étude, concerne l'attitude sur la fiscalité et la participation électorale. Dans les enquêtes menées avant le programme, la participation électorale était considérée comme peu importante et une majorité de personnes n'avaient jamais entendu parler de fiscalité. Deux années plus tard, les personnes interrogées étaient beaucoup plus en mesure d'expliquer l'importance des élections dans leur propre vie et définissait l'acquiescement des impôts comme un devoir citoyen. Certains témoignages issus de l'enquête ont affirmé que le programme avait fourni davantage de connaissances sur les droits et les devoirs de la communauté, des arguments en faveur de l'acquiescement des impôts, encourageait les hommes à valoriser davantage la santé et à comprendre comment prévenir les maladies les plus fréquentes, améliorerait la pensée critique et la manière d'aborder les problèmes de la communauté et offrait plus d'espoir pour le





développement de la commune. Toutefois, il convient de signaler que la petite taille de l'étude pose des contraintes à l'interprétation des données.

Principaux obstacles

Outre les contraintes financières, l'un des principaux défis de la mise en œuvre du programme a été le maintien d'un équilibre entre un appel à la responsabilité du gouvernement et la promotion de la collaboration entre le gouvernement et la communauté. Révéler des exemples spécifiques de corruption est nécessaire pour exercer une pression afin d'obtenir du changement. Cependant, cela met aussi en danger les possibilités de futurs partenariats avec les personnes concernées. De telles décisions doivent être évaluées attentivement par l'équipe de la radio lorsqu'elle envisage les implications à long terme pour les possibilités de collaboration. Ceci s'est avéré particulièrement pertinent en ce qui concerne les chefs locaux qui ne sont pas des représentants élus et qui parfois occupent des postes à vie. Bien que l'équipe n'ait pas encore décidé d'exclure un thème de façon consciente, certains sujets sensibles doivent être discutés avec prudence.

Dans le cas du gouvernement local élu, l'équipe de la radio a dû faire des efforts pour ne pas donner l'impression d'être contre le gouvernement ou trop fataliste. Certaines questions directement liées à la responsabilisation du gouvernement peuvent avoir un impact sur la collaboration, et les auditeurs émettent quelquefois des critiques fleuves contre le gouvernement. Les représentants du gouvernement sont conscients des risques importants qu'entraîne la critique, et la crainte du dénigrement fait qu'il est difficile de les convaincre de participer aux émissions de radio. Dans une série qui visait à discuter avec les cinq adjoints au maire responsables des services de base, la plupart d'entre eux ont refusé de répondre aux interviews. Dans le même temps, un certain nombre de représentants du gouvernement se consacrant au développement local et visant à une plus grande réactivité gouvernementale ont utilisé la radio comme opportunité vers la réalisation de ces objectifs. L'enthousiasme de certaines personnes a été précieux.

L'émission a dû faire des compromis en vue d'atteindre un certain niveau de participation de la part du gouvernement local. Au cours des premiers mois de la diffusion, l'équipe de la radio a essayé d'organiser des réunions publiques deux fois par an à Sikoro, où les citoyens et les citoyennes pourraient interagir directement avec les élus locaux. Au départ, ces réunions étaient perçues comme une opportunité pour le gouvernement local de présenter le budget, qui, selon la loi, est censé être rendu public. Jusqu'à aujourd'hui, l'équipe de la radio n'a pas pu obtenir une copie du budget ou l'accord des autorités d'assister à une émission sur le sujet. Afin d'attirer les représentants du gouvernement et créer un tremplin vers plus de communication, la planification du forum a été revue à la suite de longues négociations, afin que les représentants du gouvernement puissent répondre à des questions présélectionnées posées par les auditeurs de l'émission.

Transposition ou adaptation de la politique à d'autres contextes

Radio Sigida Joli offre une opportunité unique d'encourager l'engagement au sein de la communauté et la participation citoyenne des habitants marginalisés des zones urbaines. Bien qu'une évaluation totale du programme n'ait pas encore été complétée, les éléments dont nous disposons actuellement nous permettent d'entrevoir d'importants bienfaits du programme pour



améliorer la participation des citoyens à la gouvernance locale et au processus de développement.

Si les nombreux avantages de la radio communautaire ont été largement constatés dans différents contextes, la structure et la conception de Radio Sigida Joli est unique en bien des aspects. Le style de dialogue libre lui permet de fonctionner sur le mode d'une longue conversation, contribuant à créer un environnement spontané au sein duquel les habitants peuvent participer et discuter des questions importantes de leur vie quotidienne. Dans le même temps, les appels des auditeurs en direct compromettent la qualité du son et rendent plus difficile la gestion des imprévus (comme, par exemple, l'absence d'un invité programmé). Travailler uniquement avec des animateurs issus de la communauté a permis à l'émission de répondre aux problèmes locaux, comme les conflits liés au droit foncier ou l'apparition de certaines maladies, qui ne seraient pas nécessairement identifiés par des animateurs n'appartenant pas à la communauté. Ceci a aussi conféré une crédibilité unique à l'émission à Sikoro et dans d'autres communautés périurbaines. Cependant, une telle sélection a aussi impliqué de travailler avec des animateurs qui n'avaient aucune expérience antérieure dans le domaine de la radio.

Radio Sigida Joli fournit un modèle qui est transposable, mais uniquement dans des contextes spécifiques. Le potentiel et le succès de l'émission sont dus au fait que le Mali est une démocratie opérationnelle. La violence politique est rare à Bamako et, tandis que le gouvernement national contrôle une grande partie des médias, la radio malienne est beaucoup plus libre et plus ouverte. Si l'émission avait lieu dans un contexte où les participants traitant de sujets délicats pourraient craindre des représailles, elle devrait prendre en compte de nouveaux risques. .

Le programme est aussi pertinent du fait des campagnes récentes pour la décentralisation et la démocratisation, arrivant à un moment où les nouveaux systèmes et les institutions sont encore relativement jeunes. Ceci représente une occasion unique pour que les émissions de ce genre encouragent la participation aux processus démocratiques qui sont encore en train de se développer. De plus, les jeunes des communautés périurbaines comme Sikoro, et la croissance rapide à laquelle elles font face, créent aussi une opportunité unique pour investir dans l'engagement citoyen afin de soutenir la croissance de la population et pour essayer de guider le développement de la communauté de façon contrôlée.

RÉSUMÉ

Radio Sigida Joli a pour but de créer un espace pour le dialogue au sein de la communauté, le développement du leadership et la collaboration mutuelle par le biais d'émissions de radio diffusées deux fois par semaine et, plus récemment, des groupes d'auditeurs. Le programme s'adresse essentiellement à Sikoro, une communauté périurbaine de Bamako (Mali), bien que le contenu soit intéressant pour toute la population périurbaine et le million d'auditeurs de tout le pays.



Les bidonvilles comme Sikoro souffrent de marginalisation politique, sociale et économique, en plus de problèmes graves comme l'accès à l'eau potable, à des logements durables, à l'assainissement et aux soins de santé. Les structures politiques sont moins réceptives à l'égard de Sikoro, où peu de résidents votent ou paient leurs impôts. Paradoxalement, les résidents évoquent l'échec du gouvernement dans la prestation des services de base comme la principale raison de leur manque d'engagement. Dans ce contexte, Radio Sigida Joli a pour principaux objectifs (1) d'encourager la société civile à trouver des solutions pour résoudre les problèmes sociaux urgents, (2) d'améliorer la communication et la responsabilisation entre les bidonvilles et leurs gouvernement et (3) d'aider les personnes à exercer leurs droits.

Les émissions sont conduites par deux animateurs locaux en langue Bambara, et incluent des phases d'appels des auditeurs, des interviews et des mises en scène de questions allant de la gestion des cliniques locales à la prévention du paludisme en passant par la participation aux élections. De nombreuses séries sont consacrées à l'identification des défis spécifiques à Sikoro, à l'analyse des causes, à l'évaluation des ressources disponibles pour les résoudre et à la discussion des solutions possibles.

Lancé en avril 2009, l'émission est toujours opérationnelle et il est prévu que sa diffusion continue. Selon les estimations, le nombre d'auditeurs est d'un million de personnes dans tout le pays. L'émission cible essentiellement les femmes et les jeunes, bien que des auditeurs issus de différents contextes apprécient aussi le programme. Le lancement récent de six groupes d'auditeurs, visant les questions de jeunesse, cherchent à favoriser une plus grande action collective après les discussions lors de l'émission et à former à l'analyse participative et à la planification de projets.

Le programme a été financé principalement par des bailleurs de fonds privés et des fondations. Il convient de signaler que le coût du programme est relativement faible si nous tenons compte du nombre d'auditeurs. En 2011, une analyse participative globale du programme cherchera à évaluer son impact total et donnera des détails plus concrets sur les résultats. Les personnes interrogées lors de l'enquête initiale évoquent la grande popularité de l'émission ainsi qu'une attitude différente des auditeurs concernant les élections et la fiscalité.

Les principaux défis pour le programme ont été l'implication volontaire de représentants du gouvernement qui craignent de fortes critiques de la part des habitants déçus par ce qu'ils considèrent comme des promesses non tenues. Toutefois, depuis que le programme est plus connu, des progrès ont été faits dans le développement de programmes et de manifestations au sein de la communauté qui permettront de faciliter la communication entre le gouvernement et les citoyens.

Pour plus d'informations:

Anna Ninan

Directrice exécutive, Mali Health Organizing Project

Email : anna@malihealth.org

Site web du projet Mali Health Organizing Project : www.malihealth.org





Comité d'Inclusion sociale, de Démocratie participative et des Droits de l'homme de Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU):

Tif : + 34 93 342 87 70

<http://www.uclg.org/cisdp/>

Remerciements et crédits

Ce cas a été rédigé en mars 2011 par Anna Ninan, directrice exécutive du Mali Health Organizing Project, sous la supervision du Dr. Clemens Zobel du Centre d'Études sociales de l'Université de Coimbra (Portugal).

Références bibliographiques

- Bratton, Michael, Coulibaly, Massa, & Machado, Fabiana, 2000, Popular perceptions of good governance in Mali. *Afrobarometer*, 9.
- Club d'Amis de Mekin-Sikoro, 2010, Projet d'amélioration des conditions d'assainissement des populations de Sikoro.
- Economist Intelligence Unit, 2008, *Country Profile 2008: Mali*. New York: The Economist Intelligence Unit.
- Freedom House, 2006, Freedom of the press 2006: A global survey of media independence. *Annual Report*.
- Hellevik, Siri Bjerkreim, 2004, Has decentralization contributed to democratization at the local level in Mali? A comparative study of three local governments: Tambaga, Kontela, and Mopti. *Institut for Statsvitenskap*.
- Hilstorst, T., 2005, Building effective local partnerships for improved basic social service delivery in Mali. *Royal Tropical Institute*.
- Mali Health Organizing Project (MHOP), 2008, Pre-radio program focus groups and surveys.
- Mali Health Organizing Project (MHOP), 2010, *Radio Sigida Joli Annual Report*.
- Mehrotra, Santosh, 2006, Governance and basic social services: Ensuring accountability in service delivery through deep democratic decentralization. *Journal of International Development*, 18: 263-283.
- Rawson, D., 2000, Democracy and development in Mali, in R.J. Bingen, D. Robinson & J. Staatz (eds.), *Democracy and Development in Mali*. East Lansing, MI: Michigan State University Press, pp. 265-287.
- Togola, Abdou, & Gerber, Dan, 2007, An evaluation of Malian civil society's role in governance. *RTI International 2007*. African Development Bank.
- UN-HABITAT, 2002, *Defining Slums: Towards an Operational Definition for Measuring Slums*. Background Paper 2, Expert Group Meeting on Slum Indicators. Nairobi: United Nations.
- UN-HABITAT, 2003, *The Challenge of Slums: Global Report on Human Settlements*. Nairobi: UN-HABITAT.
- USAID, 2002, *Mali: Shared Governance Through Decentralization*. Print.

